Simultanément un prêtre (non pas un laïque), muni de bonnes recommandations de nos autorités civiles et religieuses, viendrait en France, demanderait le concours des Evêques et des curés des paroisses pauvres, comme en Bretagne, en Savoie, etc., s'engagerait à accompagner les familles qu'on lui confierait, à veiller à leurs intérêts, et à être leur curé dans leur nouvelle patrie. Une entreprise ainsi conduite réussirait, sans doute aucun, et au printemps suivant une dizaine de familles avec leur missionnaire, s'embarqueraient à peu de frais sur les bateaux pêcheurs, qui chaque année partent des ports de Normandie et de Bretagne pour les bancs de Terre-Neuve. De là il serait facile de les transporter au Canada, à leur destination finale. Quant à obtenir l'assentiment du gouvernement français, et probablement mieux que le simple assentiment, la maison Bossange de Paris et M. Rameau s'en chargent avec certitude de succès.

Le *Canadien* fait précéder cette lettre d'observations sages et pratiques, dont nous extrayons les suivantes :

“ Qu'on continue à poursuivre les mesures propres à favoriser l'immigration anglaise, allemande et scandinave, rien de plus louable ; mais il est temps, grandement temps que l'on s'occupe sérieusement des moyens d'attirer dans le Bas-Canada une immigration similaire à notre population, et nous espérons que notre nouveau parlement et le gouvernement en feront leur grande affaire.

“ Le plan que suggère le correspondant est réalisable, mais on pourrait, pensons-nous, le modifier avec avantage surtout dans le cas des immigrés peu aisés, par exemple en les dirigeant sur des points déjà colonisés en partie par les défricheurs du pays, qui donneraient aux nouveaux venus l'avantage de leur expérience locale et nombre de petits services de voisinage, que nos bons habitants ne refusent jamais. Et il est d'autres modifications, d'autres moyens que les lieux et les circonstances peuvent suggérer pour parvenir à la même fin, et qu'une direction intelligente et zélée ne manquerait pas de trouver.”

Ainsi, comme on le voit, les difficultés ne sont pas invincibles ; et l'opinion de M. Sicotte, rapportée comme il suit par le *Courrier de St. Hyacinthe*, après une lecture de M. Rameau, se comprend difficilement :

“ L'Hon. M. Sicotte fut ensuite appelé à parler. Il regrette de n'avoir pu se rendre à temps pour saisir toute la pensée de M. le Lecteur, et paraît en effet entendre tout différemment la question pratique de la colonisation. Ce monsieur ne voit dans une organisation régulière, et dans les lectures sur cette question, que des moyens à peu près impuissants pour assurer le succès.

“ Le *Statu quo* serait sous ce rapport la seule chose possible.”

Toutefois, bien qu'en nous joignant subsidiairement aux dispositions suggérées par le *Canadien* et son correspondant, nous croyons que la question est susceptible encore d'être envisagée autrement et de recevoir une solution plus avantageuse. Mais la question se lie alors intimement à celle du Crédit foncier, et, pour la traiter, il nous paraît nécessaire d'exposer préalablement l'état de cette dernière. Nous ajournerons cette nouvelle étude au prochain numéro.